TRENTE-TROISIÈME ANNÉE — N° 9822 18 PAGES DERNIÈRE ÉDITION — DIMANCHE 22 - LUNDI 23 AOUT 1976

AU LIBAN

La droite demande que l'«agression» palestinienne soit examinée par l'ONU

LIRE PAGE 18

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,50 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique, 12 fr. ; Canada, $ 0,65 ; Danemark, 3 kr. ; Espagne, 25 pes. ; Grande-Bretagne, 20 p. ; Grèce, 18 dr. ; Iran, 45 rls. ; Italie, 300 L. ; Liban, 125 p. ; Luxembourg, 12 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 1 fl. ; Portugal, 12,50 esc. ; Suède, 2,25 kr. ; Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 65 cts ; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 13

5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS - CEDEX 09 C.C.P. 4207-23 Paris Télex Paris n° 650572 Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

MM. Ford et Carter dans l'arène

Pour la première fois depuis le duel Kennedy-Nixon de 1960, les électeurs américains verront s'affronter dans une série de débats télévisés les deux candidats à la présidence des Etats-Unis : MM. Gerald Ford et Jimmy Carter. A peine les clameurs de la convention républicaine de Kansas-City qui a investi M. Ford s'étaient-elles tues que M. Carter acceptait la proposition de son concurrent de se livrer à ce genre d'exercice. Comme dans « l'Iliade », parallèlement à la lutte des deux champions, aura lieu celle de leurs seconds, MM. Robert Dole et Walter Mondale.

Le président Ford, qui se sait pourtant médiocre orateur, a compris que le meilleur moyen de rattraper l'avance prise par son concurrent était d'attaquer vigoureusement et de descendre lui-même dans l'arène. Ses conseillers lui ont affirmé que M. Carter, qui n'a pas comme lui l'expérience de vingt-six ans passés au Congrès, pouvait à l'occasion perdre son sang-froid. La méthode employée par le président Ford consistera, comme il l'a indiqué lui-même, à faire sortir son concurrent des généralités pour définir avec un peu plus de précision, au risque de mécontenter certains électeurs, un programme resté jusqu'ici très vague.

*****

Le choix du sénateur Dole comme second illustre la même stratégie. Ce dernier, qui n'équilibre ni géographiquement ni politiquement le « ticket » républicain — il le fait même pencher encore un peu plus vers le conservatisme, — est connu pour sa pugnacité et son sens de la répartie. Il a même acquis, en tant que procureur de son comité, des manières inquisitoriales qui ont souvent fait grincer les dents de ses adversaires du Sénat.

Face au style honnête mais peu brillant de M. Ford, M. Carter reste un personnage mystérieux, cachant ses véritables intentions derrière son éternel sourire et de généreuses promesses. Sur la plupart des problèmes intérieurs, le candidat démocrate a adopté une attitude plus « libérale » que son concurrent. Il a manifesté son opposition à un amendement constitutionnel qui interdirait formellement l'avortement. Bien qu'originaire d'un Etat — la Georgie — qui compte de nombreux citoyens ségrégationnistes, il a soutenu, avec modération, le « busing », ce système par lequel les écoliers noirs sont transportés vers les écoles blanches, et réciproquement. Le programme républicain adopté à Kansas-City, sous la pression des amis de M. Ronald Reagan, l'ex-gouverneur très conservateur de Californie, comporte au contraire l'affirmation du caractère non obligatoire du « busing ».

En politique étrangère, M. Carter n'est généralement contenté pour tout programme de critiquer le secret des décisions prises à Washington, sans que l'on puisse en déduire l'orientation, plus ou moins « activiste », de la diplomatie qu'il mettrait en œuvre s'il était élu le 2 novembre prochain. Le candidat démocrate a seulement affirmé qu'il montrerait davantage de fermeté que l'équipe actuelle dans ses négociations avec l'U.R.S.S., mais sans mettre en cause la politique de dialogue. C'est, à peu de chose près, ce que M. Ford ferait lui-même... avec sans doute un autre secrétaire d'Etat.

La campagne, qui commencera, selon la tradition, début septembre, permettra en tout cas de faire mieux connaître, sous les coups de boutoir de M. Dole et les critiques plus sereines de M. Ford, les projets de l'inconnu de Plains.

LES ÉTATS-UNIS ENVOIENT DES RENFORTS EN CORÉE DU SUD

(Lire page 18.)

Climat de guerre civile en Argentine

Trente personnes massacrées près de la capitale par des commandos d'extrême droite après l'assassinat d'un général

L'Argentine s'enfonce chaque jour davantage dans la guerre civile. En réponse, selon toute apparence, à l'assassinat survenu la veille d'un général en retraite par des éléments de gauche, un groupe « incontrôlé » a massacré, le vendredi 20 août, trente personnes dans la région de Buenos-Aires. Un autre charnier, comptant une vingtaine de cadavres, aurait été découvert dans la banlieue de la capitale.

Cependant, les organisations clandestines d'extrême gauche s'apprêtent à célébrer l'anniversaire du massacre de dix-sept de leurs sympathisants, le 22 août 1972, à Trelew. Alors que le gouvernement du général Videla a remporté de sérieux succès contre les organisations d'extrême gauche, il semble frappé d'impuissance face aux agissements des groupes para-policiers d'extrême droite, dont la totale impunité commence à susciter la réprobation des milieux conservateurs eux-mêmes.

Trente cadavres criblés de balles et déchiquetés par l'explosion d'une charge de dynamite ont été découverts le vendredi 20 août au début de la matinée à Pilar, une localité située à une soixantaine de kilomètres au nord-ouest de Buenos-Aires. Les victimes sont toutes des personnes jeunes et parmi elles figurent une demi-douzaine de femmes.

Le charnier a été découvert par des ouvriers d'une usine voisine, alertés par le crépitement des mitraillettes et une forte déflagration. Près des corps, un écriteau indiquait *« Cimetière de Montoneros. Tués parce qu'ils étaient des traîtres à la patrie »*. L'organisation des Montoneros, qui se réclame du péronisme, est l'un des principaux mouvements de guérilla urbaine en Argentine. De nombreux observateurs estiment que le massacre de Pilar a été perpétré par l'extrême droite en représailles du meurtre, survenu la veille, du général en retraite Omar Actis, président du comité d'organisation de la Coupe du monde de football, qui doit avoir lieu en 1978.

De source informée, mais non officiellement confirmée, on affirme que dix-sept autres cadavres criblés de balles ont été retrouvés le 20 août près de Banfield, au sud de Buenos-Aires.

Le gouvernement a condamné, dans un communiqué diffusé vendredi après-midi, l'épisode de « *vandalisme* » de Pilar, *« qui ne peut être attribué qu'à la démence de groupes irrationnels »*. Un haut responsable militaire du commandement général des forces armées a, de son côté, déclaré à des journalistes que la découverte des cadavres avait eu une *« profonde répercussion »* dans l'armée et qu'une enquête serait menée jusqu'à ses *« ultimes conséquences »*. Cette fermeté de ton face aux agissements des groupes « irrationnels » — qui sont en réalité des organisations d'extrême droite — est nouvelle. Le gouvernement militaire s'est, jusqu'à présent, montré impuissant, voire complaisant, envers leurs crimes, alors qu'il a fait preuve d'une incontestable efficacité dans la lutte contre les mouvements d'extrême gauche. L'épiscopat et une partie de la presse — pourtant sérieusement contrôlée — ont été, récemment, conduits à s'interroger sur l' *« espèce d'impunité dont jouissent certains groupes incontrôlés »*. Ceux-ci, en effet, se déplacent sans aucune précaution, dans des voitures du modèle utilisé par la police (Ford Falcon). Des hommes ostensiblement armés enlèvent en plein jour, à leur domicile ou dans des centres d'accueil, citoyens argentins et réfugiés latino-américains.

(Lire la suite page 2.)

PLUS DE DEUX MILLE RÉFUGIÉS LATINO-AMÉRICAINS A BUENOS-AIRES SONT MENACES DE MORT

nous déclare le haut-commissaire des Nations-Unies

(Lire page 3)

La Guadeloupe dans l'attente

La Soufrière connaît un regain d'activité

La situation reste relativement calme à la Guadeloupe. Le volcan de la Soufrière a connu, dans la nuit de vendredi à samedi, un certain regain d'activité qui devrait une nouvelle fois inciter à la prudence les réfugiés tentés de rejoindre leurs habitations.

M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, qui est sur les lieux depuis mercredi dernier, avait laissé entendre, jeudi 19 août, que les agriculteurs et les éleveurs de la zone interdite pourraient être autorisés, à partir du lundi 23, à retourner travailler chez eux quelques heures par jour. Après le regain d'activité de la nuit de vendredi à samedi, il a reconnu que cette éventualité devenait maintenant improbable.

Les hésitations des responsables de l'île semblent, en fait, à la mesure de celles des scientifiques qui sont sur les lieux : aucun ne semble en mesure de dire aujourd'hui si l'éruption cataclysmique annoncée se produira réellement ou s'il ne se sera finalement agi que d'une fausse alerte.

Dix mille chômeurs supplémentaires pour Grande-Terre

De notre envoyé spécial

Saint-François. — Le poisson qui grille sur le camping-gaz emplit la pièce d'effluves de friture que rien ne viendra dissiper avant la nuit. Perdu au beau milieu de la toile bise d'un lit picot, un enfant de deux mois piaille depuis près d'une demi-heure. Sa mère, cheveux nattés à l'africaine, n'est guère rassurée : il reste juste un fond de poudre dans la boîte de lait. La dernière qu'elle ait emportée avec elle en fuyant Trois-Rivières, le 15 août. Comment fera-t-elle demain ?

Mme S., tente-trois ans, six enfants, n'est pas seule à s'inquiéter. Il y a là, au centre d'accueil de Saint-François, une trentaine de bébés de moins de six mois. On a bien reçu quatorze pots de lait, mais c'était le premier jour. Depuis, plus rien. *« On a demandé au ministre, qui est passé tout à l'heure, il a promis que ça arriverait bientôt »*, raconte la jeune femme, avec une moue dubitative. M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, qui a effectué jeudi 19 août une très brève tournée des cantines, n'est d'évidence pas parvenu à réconforter complètement les réfugiés de la Basse-Terre, qui, aujourd'hui, s'interrogent, tout au long de ces heures d'oisiveté forcée, sur le sort que la Soufrière... et l'administration leur réservent.

Visite-éclair avec sourire de rigueur, poignées de main à la ronde et, pour les doléances, un collaborateur aimable qui renvoie très vite vers un jeune chef de cabinet. Ne trouvant plus, lui, de subalterne à portée de la main, le jeune staglaire de l'ENA sortira papier et crayon pour prendre note des desiderata.

Ils sont bien quatre cents dans cette école, entre quinze et trente par classe-dortoir. Un éclat de voix à l'étage : un homme moitié tremblant se plaint de la chaleur et des cris des gamins qui, en bas, en sont à leur énième partie de foot sur le terrain de basket. Epileptique, il a connu trois crises en deux jours. Il n'a plus ses médicaments et ne demande qu'à rentrer à Basse-Terre, retrouver le jardin de la Banque centrale qu'il ratissait hier encore pour 250 F par mois. Et si le volcan se fâchait ? *« Ça, c'est l'affaire du bon Dieu. On n'y peut rien. »*

Au bout du couloir, dans le bureau du directeur, Mlle Dahomay, assistante sociale, fait ses comptes. Car on en est encore à recenser, à travers la Grande-Terre, ceux qui n'ont pu trouver d'autres gîtes que ces écoles surchauffées dont l'équipement sanitaire est bien souvent des plus rudimentaires : *« Le ministre est allé voir côté jardin, à gauche en entrant,* fait remarquer Mlle Dahomay. *Là, il n'y a pas à se plaindre : le réfectoire est propre, la nourriture correcte, même si ce n'est pas toujours suffisant. Mais il est parti sans jeter l'œil côté cour : quatre douches, toutes bouchées, et la moitié des toilettes inutilisables... »*

DOMINIQUE POUCHIN.

(Lire la suite page 4.)

L'aide aux agriculteurs

Les syndicats s'interrogent sur l'équité d'un financement fiscal

A peine connues, les intentions du gouvernement concernant l'aide aux agriculteurs victimes de la sécheresse ont provoqué une double réaction.

Les milieux paysans craignent, si l'on en croit les déclarations du C.N.J.A. (Centre national des Jeunes Agriculteurs), que la mise au point des mesures n'en retarde l'application au-delà de mercredi ; or, les difficultés des éleveurs rendent nécessaires une aide immédiate (voir page 15).

De leur côté, les représentants des salariés, par les voix de MM. Maire (C.F.D.T.) et Charpentié (C.G.C.), redoutent qu'au nom de la solidarité nationale on ne fasse supporter aux titulaires de revenus connus les frais d'une indemnisation qui profiterait à nombre d'agriculteurs aisés, dont le revenu est, lui, mal connu du fisc, donc peu imposé.

Qui doit payer, et pour qui ? Cette question permanente des finances publiques peut apporter, dans les prochains jours, un nouvel éclairage au dossier de l'indemnisation des agriculteurs victimes de la sécheresse. Car si personne ne conteste le principe de la compensation partielle des pertes, au nom de la solidarité nationale, la façon d'y parvenir a suscité dès vendredi 20 août de sérieuses réserves de la part de dirigeants très représentatifs du monde salarial.

« La solidarité est nécessaire, a déclaré M. Edmond Maire au micro de France-Inter, *mais si ce sont les salariés, c'est-à-dire les plus pauvres dans ce pays, qui ont à payer, uniquement eux, pour les agriculteurs, il y aura une nouvelle injustice. »* Or *« la politique économique actuelle est déjà profondément injuste et inégalitaire »*. Lorsque le chômage a augmenté, *« on a amélioré l'indemnité de chômage, mais ce sont les salariés qui l'ont payée par l'augmentation de leurs cotisations... Si maintenant les agriculteurs payaient moins de cotisations à la sécurité sociale agricole (BAPSA), ce seraient les salariés qui supporteraient en bonne partie le poids de la sécheresse ».*

GILBERT MATHIEU.

(Lire la suite page 14.)

QUEL CHOIX POUR LES GAULLISTES ?

par PIERRE LEFRANC (*)

Les échanges aigres-doux entre les forces composant la majorité incitent à la réflexion sur l'attitude à venir de la formation qui affirme s'inspirer des principes du gaullisme.

Les motifs qui ont poussé à se regrouper autour du général de Gaulle des hommes intéressés par le destin de leur pays et des millions d'électeurs sont de deux natures : l'attachement à l'homme et l'attachement aux idées qui l'inspirent. L'homme n'est plus, et, hélas ! si profonde soit la tristesse provoquée par sa disparition, elle ne saurait le faire revenir. Restent les idées. Ont-elles perdu leur valeur avec le temps ? Que vaut la critique de « fixisme » adressée au gaullisme ?

Naturellement, toute doctrine doit s'adapter au moment et aux circonstances pour ce qui est de la gestion quotidienne, mais dans chaque idéologie, il existe des principes, et ceux du gaullisme sont d'une valeur permanente. Pour de Gaulle, ce qui importait sur le plan intérieur, c'était la séparation totale des pouvoirs, le respect absolu de la liberté individuelle et le droit pour tous à la dignité par une évolution sociale vers la participation ; sur le plan extérieur, c'était l'indépendance nationale, et par conséquent l'indépendance de la défense, le droit à l'autodétermination pour les peuples, pour l'Europe une confédération des Etats débarrassée des ingérences étrangères, et, au niveau universel, l'entente et la coopération entre les nations dans le respect mutuel. De plus, au-dessus de tout, il voulait la France à une mission particulière : celle de proposer et d'ouvrir une troisième voie échappant aux orientations forcées que tentent d'imposer les Deux Super-Grands.

***

Ces principes conservent aujourd'hui toute la valeur qu'ils possédaient hier. On s'en aperçoit cependant, puisque chacun s'y réfère et se situe par rapport à eux. Par surcroît, les objectifs que d'autres nous proposent n'égalent ni leur portée ni leur signification.

Quant au « fixisme », ceux qui en font le reproche aux gaullistes me paraissent mal placés pour formuler une telle critique, pour la raison qu'eux-mêmes défendent âprement des doctrines en « isme » plus anciennes que le gaullisme et, par conséquent, si l'on voulait les suivre dans leur raisonnement, plus éloignées des réalités de notre époque. Je pense au capitalisme, au libéralisme, au socialisme, au marxisme et même au maoïsme, etc. Mais les adversaires qui nous parlent de « fixisme » ne veulent-ils pas plutôt favoriser le reniement de certains ? Cela ne veut-il pas dire : « Ne soyez pas si chatouilleux sur les principes ; prenez donc quelque distance avec eux, devenez compréhensifs et... suivez-nous » ?

Cela dit, quelle peut être, dans la présente conjoncture, la mission de ceux qui sont attachés non pas aux jeux politiques ni aux portefeuilles, mais aux idées que représente le gaullisme ?

Certains suggèrent aux militants et aux élus de se rallier purement et simplement au parti du chef de lexécutif, d'autres leur lancent des appels pathétiques pour les convaincre de rejoindre les partisans du programme commun.

Les gaullistes ont perdu la présidence de la République, mais ils peuvent faire ou défaire la majorité au Parlement. Or les institutions de la Ve République sont telles que, pour poursuivre une œuvre de longue haleine, le chef de l'Etat a besoin de disposer d'une majorité au Parlement. Certes, dans notre système, le président de la République pourrait, pour un temps, se trouver en opposition avec le Parlement, mais une pareille situation ne saurait durer, et le premier magistrat devrait fatalement ou se soumettre ou se démettre. Naturellement, serait seule digne la seconde solution. Il appartiendrait ensuite au peuple de décider s'il confirme l'orientation de l'Assemblée nationale en choisissant un nouveau président ou s'il redésigne le sortant. Dans le premier cas, le législatif et l'exécutif se trouveraient à nouveau en harmonie ; dans le second cas, il se révélerait nécessaire de procéder à une dissolution suivie de nouvelles élections législatives, et dans une crise de cette nature on n'imagine pas l'électorat oublier toute logique, se désavouer et décider de remettre en place les causes du conflit.

Bref, l'actuel président a besoin des voix du principal groupe de l'Assemblée nationale, c'est-à-dire de l'U.D.R., c'est-à-dire du groupe qui se dit gaulliste. Or le président n'est pas gaulliste ; ce qui est tout à fait son droit. Dès lors, pour se retrouver, chacun doit faire une partie du chemin ; mais il ne faudrait pas que les concessions soient toujours demandées à l'U.D.R. et que celle-ci accepte en toutes occasions de les consentir. Pour l'U.D.R., écouter les voix qui prêchent le ralliement avec armes et bagages à un président non gaulliste équivaudrait à un suicide. Jamais, en effet, le suffrage universel n'apporterait une nouvelle fois son soutien à une formation qui fournirait ainsi la preuve de sa non-existence. Céder aux récentes injonctions des centristes reviendrait à baisser les bras et à déclarer forfait pour la consultation de 1978.

(Lire la suite page 4.)

(*) Président de l'Association nationale d'action pour la fidélité au général de Gaulle.

AU JOUR LE JOUR

LA CHARTE

Nous allons donc avoir une charte. Ce ne sera jamais que la deuxième de notre histoire. On reprochait à la première d'avoir été octroyée et non votée. Qu'en sera-t-il de ce programme peu commun, rédigé par un seul homme ?

Voici bientôt deux siècles que les meilleurs esprits de notre pays se sont attachés à énoncer les droits qui garantissent la liberté de l'homme et du citoyen en un document que bien peu de gens semblent avoir lu. S'agit-il de remplacer ce texte par un autre ? Le libéralisme avancé s'avancerait déjà beaucoup s'il se contentait de l'appliquer.

ROBERT ESCARPIT.

DEUX LIVRES DU PÈRE VARILLON

L'audace en théologie

Un théologien qui parle de Dieu et même qui, dans ses deux derniers livres, ne parle que de Dieu, cela fait une assez insolite merveille, aujourd'hui où la théologie a d'autant plus de chances de se faire accepter qu'elle traite non de Dieu, mais de sexualité ou de révolution. L'cependant lorsque le Père Varillon écrit *l'Humilité de Dieu*, puis *la Souffrance de Dieu*, et le contenu de ces livres répond, ce qui n'est pas si commun, à leurs titres, ce langage surprenant qui humanise Dieu de la plus provocante manière, paraît bien fait pour jeter la subversion dans la théologie traditionnelle et dans la métaphysique classique. La plus dangereusement inconfortable des positions. Dire que Dieu existe, qu'on peut le rencontrer, ou tout simplement que Dieu est Dieu constitue, on ne le sait que trop, un défi à la modernité. Mais dire que Dieu est d'autant plus Dieu qu'il est plus humain, et plus semblable à ce qu'il y a dans l'humanité de faible et de désarmé, est un défi à la tradition, soucieuse de la grandeur de Dieu et de ce qu'elle a d'incommensurable avec la finitude et la précarité de l'homme. Mais qui sait si un double refus de se conformer ne serait pas susceptible d'ouvrir à la théologie sinon une voie royale, du moins les seules pistes praticables ?

Une énergie infinie qui se manifeste, tout en restant inépuisable, dans la prodigalité des mondes et la surabondance des créatures : ce thème de la toute-puissance est un lieu commun théologique qui, entre autres conséquences, fait de l'humilité une vertu de l'homme amené à confesser que le meilleur en lui ne vient pas de lui mais de son principe, tandis que l'être, qui est à lui-même sa raison d'être et ne tient sa sainteté que de lui-même, ne pourrait se faire humble que par oubli et reniement de soi. Selon la logique du discours théologique traditionnel, l'humilité, prise ontologiquement et moralement, apparaît comme aussi nécessaire à l'homme qu'elle est impossible à Dieu.

Ici le Père Varillon pose la question décisive : une telle contrariété entre Dieu et l'homme peut-elle être maintenue lorsque le tout-puissant créateur de l'univers est aussi le Dieu incarné, c'est-à-dire le Dieu-Homme ? Le Christ des Evangiles, dès lors qu'il est reconnu comme Dieu, n'apporterait-il pas une révolution dans la théologie elle-même, qu'il importerait alors de refaire et de repenser de fond en comble ? La distance entre Dieu et l'homme aurait-elle pu être abolie par l'incarnation s'il n'y avait pas eu en quelque manière non seulement du divin, dans l'homme, ce qui est assez ordinairement reçu, mais aussi de l'humain en Dieu, ce qui fait paradoxalement difficulté.

ETIENNE BORNE.

(Lire la suite page 12.)